

**Le Grand Conseil
du canton de Berne**

**Der Grosse Rat
des Kantons Bern**

Mercredi (matin) 18 novembre 2015

Direction des finances

23 2015.RRGR.632 Motion 185-2015 Machado Rebmann (Berne, LAVerte) Salaires des patrons des entreprises parapubliques

N° de l'intervention: 185-2015
Type d'intervention: Motion
Déposée le: 10.06.2015
Déposée par: Machado Rebmann (Berne, LAVerte)
(porte-parole)
Knutti (Weissenburg, UDC)
Grädel (Huttwil/Schwarzenbach, UDF)
Streit-Stettler (Berne, PEV)
Brönnimann (Mittelhäusern, pvl)
Seiler (Trubschachen, Les Verts)
Cosignataires: 2
N° d'ACE: 1233/2015 du 21 octobre 2015
Direction: FIN

Salaires des patrons des entreprises parapubliques

Le Conseil-exécutif est chargé, dans l'exercice des droits d'actionnaire du canton, d'agir pour que les patrons des sociétés dont le canton est l'actionnaire majoritaire (BKW, Banque cantonale, BLS) ne touchent pas des salaires supérieurs à ceux des membres du gouvernement.

Développement

L'assemblée générale de BKW le 8 mai 2015 a décidé pratiquement à l'unanimité, donc avec les voix du canton de Berne, actionnaire majoritaire, que les salaires des six patrons de l'entreprise seraient augmentés à presque 1 million de francs par année, 5,9 millions de francs au total. Le but de l'opération était selon les explications du président du conseil d'administration, Urs Gasche, d'amener progressivement ces salaires à un niveau comparable aux salaires du marché et de favoriser ainsi le recrutement de personnes de qualité. En comparaison, les membres du gouvernement du canton de Berne gagnent 275 000 francs par année. L'augmentation des salaires des conseillers et conseillères d'Etat et des cadres du canton a été rejetée en 2012 à l'issue de la procédure de consultation, qui s'était mal passée.

Les arguments invoqués pour motiver l'écart toujours plus marqué entre les salaires des cadres des entreprises dont l'Etat est actionnaire majoritaire et ceux des cadres de l'administration ne sont pas convaincants. Ils impliquent que les qualités des patrons de BKW sont aujourd'hui insuffisantes parce que les membres de la direction touchent encore des salaires définis aux anciennes conditions. Dans ce cas, il aurait fallu que le canton intervienne bien avant.

Monsieur Gasche affirme qu'à moins d'un million de francs par an, on ne trouve pas des gens de qualité, ce qui logiquement implique que les membres du gouvernement et les cadres de l'administration sont médiocres au meilleur des cas. Une telle affirmation ne convainc personne.

La crise financière a montré que même les patrons qui empochent des bonus par millions commettent de graves fautes et des erreurs d'appréciation. L'écart toujours plus vertigineux des salaires est un affront aux employés et employées du canton et des entreprises proches de l'Etat, dont le salaire est nettement plus modeste et qui font du bon travail avec une autre motivation que simplement l'argent. Le canton n'a pas vocation à imiter les aberrations que l'on constate dans l'évolution des salaires des entreprises internationales et à renforcer encore l'évolution grotesque de la différence entre les salaires. Les sommes comme celles qui sont aujourd'hui versées aux patrons ne se « méritent » pas, aucune responsabilité ne saurait les justifier.

Réponse du Conseil-exécutif

La présente motion porte sur un domaine ressortissant exclusivement au Conseil-exécutif (motion ayant valeur de directive). Le gouvernement dispose ainsi d'une latitude relativement grande en ce qui concerne le degré de réalisation des objectifs fixés, les moyens à mettre en œuvre et les modalités pratiques. Il lui appartient de décider en dernier ressort.

Les sociétés dans lesquelles le canton détient une participation auxquelles la motion se réfère sont gérées sous forme de sociétés anonymes de droit privé. Fixer la rétribution des membres du conseil d'administration et des membres de la direction instituée par celui-ci fait partie de la direction suprême de ces sociétés et relève, conformément au Code des obligations, de la compétence du conseil d'administration. Les droits de participation du canton se limitent aux droits de l'actionnaire selon le Code des obligations et les statuts, autrement dit en particulier à la participation et au droit de vote à l'assemblée générale. Le fait que le canton soit actionnaire majoritaire de ces sociétés ne lui confère pas davantage de droits qu'aux autres actionnaires. Le Conseil-exécutif n'a donc pas la compétence de donner directement des instructions à des sociétés anonymes de droit privé à propos de leur système de rémunération.

Le canton ne peut exercer une influence - indirecte - que dans les cas suivants:

- Le Conseil-exécutif peut influencer la composition du conseil d'administration au moment de la nomination des membres lors de l'assemblée générale. Si le canton envoie des personnes pour le représenter au sein du conseil d'administration, celles-ci sont en effet en première ligne pour y défendre ses intérêts.
- L'ordonnance contre les rémunérations abusives dans les sociétés anonymes cotées en bourse (ORAb), qui est entrée en vigueur le 1^{er} janvier 2014 en application de l'initiative Minder « Contre les rémunérations abusives » acceptée en votation populaire, accorde à l'assemblée générale des droits supplémentaires pour fixer les rémunérations des membres du conseil d'administration et de la direction : selon l'article 18 ORAb, l'assemblée générale vote désormais chaque année séparément sur les montants globaux accordés au conseil d'administration et à la direction, et son vote a un caractère contraignant. Si l'assemblée générale ne peut pas déterminer le salaire du président ou de la présidente de la direction (CEO), elle peut cependant fixer le montant maximum des indemnités de l'ensemble des membres de la direction. La Banque cantonale bernoise et BKW SA sont des sociétés anonymes cotées en bourse; elles relèvent donc de l'ORAb¹.
- Pour les principales sociétés dont il est actionnaire, le Conseil-exécutif s'est en outre doté d'une stratégie de propriétaire précisant les objectifs qu'il poursuit à moyen et à long termes avec sa participation à l'entreprise concernée. Le caractère obligatoire des consignes cantonales de la stratégie de propriétaire est toutefois limité par l'indépendance des sociétés anonymes et de leur direction stratégique qui est inscrite dans le Code des obligations. Le Conseil-exécutif n'est donc pas en mesure d'édicter, dans la stratégie de propriétaire, des consignes contraignantes sur la rémunération des membres du conseil d'administration et de la direction de la société concernée, mais il a la possibilité d'y exprimer ses attentes en matière de politique de rémunération. Ainsi a-t-il par exemple précisé dans la stratégie de propriétaire qu'il a arrêtée pour la Banque cantonale bernoise que les rémunérations des membres du conseil d'administration devaient être fixées selon les principes usuels du marché et qu'il fallait éviter les excès salariaux.

Le principe de base arrêté vis-à-vis de la Banque cantonale bernoise peut aussi être appliqué aux autres sociétés dans lesquelles le canton détient une participation et aux salaires des membres de leurs directions. Le Conseil-exécutif estime donc qu'il faut fixer les rémunérations selon les principes usuels du marché, éviter les excès en ce qui concerne les salaires les plus élevés, et appliquer globalement un système salarial équitable et bien pensé. Le plafonnement au niveau des salaires des conseillers d'Etat qu'exige la motion pour les salaires des membres de la direction de sociétés dans lesquelles le canton détient des participations ne constitue pas pour le Conseil-exécutif un instrument approprié pour atteindre l'objectif visé. Et ce en particulier pour les raisons suivantes:

D'une part, la conformité de leurs systèmes salariaux au marché est d'une importance élémentaire pour les sociétés dans lesquelles le canton détient des participations, puisqu'elles sont elles-mêmes actives sur le marché. Elles doivent offrir des rémunérations correspondant à l'environnement dans leur secteur d'activité si elles veulent demeurer concurrentielles sur le marché du travail. Si elles se voient interdire d'accorder aux membres de leur direction des salaires concurrentiels et compétitifs, il va leur être très difficile de trouver et de garder des personnes suffisamment qualifiées pour leur direction, puisque des entreprises de la même branche leur offriraient des salaires nettement supérieurs pour des fonctions analogues. Le plafonnement de la rémunération des membres de la

¹ Du 28 novembre 2014 au 15 mars 2015, le Conseil fédéral a organisé une consultation sur une modification du Code des obligations consistant notamment à inscrire les dispositions de l'ORAb dans une base légale formelle et à améliorer le gouvernement d'entreprise, en particulier la transparence des rémunérations versées, y compris dans les sociétés non cotées en bourse.

direction exercerait en outre une pression sur toute la grille des salaires de l'entreprise, ce qui entraînerait pour elle à plus ou moins long terme des difficultés de recrutement de cadres inférieurs. Une évolution dans ce sens porterait considérablement atteinte à la capacité d'innovation et à la compétitivité de l'entreprise concernée et assombrirait ses perspectives de réussite, ce que le Conseil-exécutif ne considère pas pouvoir relever de l'intérêt supérieur du canton en sa qualité de (co-)propriétaire.

D'autre part, le salaire des membres du gouvernement est une valeur de référence arbitraire pour la limitation des salaires des membres de la direction des sociétés dans lesquelles le canton détient une participation, et le Conseil-exécutif estime qu'elle est matériellement infondée. Il juge d'ailleurs problématique de comparer les salaires des sociétés dans lesquelles le canton détient une participation à ceux que verse le canton et de les mettre en concurrence.

En conclusion, le Conseil-exécutif partage l'avis des auteurs de la motion sur le fait qu'il faille éviter toute évolution aberrante des salaires des membres de la direction des sociétés dans lesquelles le canton détient des participations. Dans les limites de ses possibilités, il lui tient à cœur d'améliorer la sensibilité à cette thématique et d'assumer sa responsabilité d'actionnaire. Il refuse toutefois fermement d'agir en faveur d'un plafonnement des salaires des membres de la direction des sociétés dans lesquelles le canton détient des participations. Intervenir dans les systèmes de rémunération de ces dernières n'est pas conforme au droit et n'a pas de sens. C'est pourquoi le Conseil-exécutif propose de rejeter la motion.

Proposition du Conseil-exécutif :
Rejet

Le président. Nun kommen wir zu Traktandum 23, zur Motion Machado Rebmann. Wir führen eine reduzierte Debatte, weil es sich um eine Richtlinienmotion handelt. Nun muss ich gleich noch etwas prüfen. – Wir hatten dort einen Ordnungsantrag, der jedoch abgelehnt wurde. Der Regierungsrat lehnt die Motion ab. Die Motionärin hat das Wort.

Simone Machado Rebmann, Berne (LAVerte). Chefelöhne in den staatsnahen Betrieben dürfen die Gehälter der Regierungsratsmitglieder nicht übersteigen! Weshalb diese Motion? Die Chefelöhne in der Privatwirtschaft sind eklatant hoch. Sie können weder mit Leistung oder Überstunden, noch mit Verantwortung gerechtfertigt werden. Die Bevölkerung, die gute Arbeit für weniger Geld leistet, fühlt sich fast etwas beraubt. Der Kanton ist in der Verantwortung, auch in den staatsnahen Betrieben mit gutem Beispiel voranzugehen und eine flache Lohnhierarchie einzuführen. Der Kanton Bern kann dies über Aktionärsrechte erreichen. Beispielsweise kann die Generalversammlung die entsprechenden Statuten erlassen oder über Verwaltungsratssitze und über die Eigentümerstrategie Einfluss nehmen.

Wieso sollen die staatsnahen Betriebe diese Gehälter begrenzen? Sie erfüllen öffentliche Aufgaben, und wenn Fehlentscheide in den gut bezahlten Chefetagen getroffen werden, muss am Schluss doch wieder der Kanton dafür geradestehen. Weshalb soll man dies dann gerade auf die Regierungsratslöhne begrenzen? Die Regierungsratslöhne sind eine gute Referenzgrösse. Auch die Regierungsräte haben eine grosse Verantwortung, verrichten viele Überstunden und erbringen eine überdurchschnittliche Leistung. Die vielen Kandidatinnen und Kandidaten zeigen, dass sie gewillt sind, zu diesem Lohn eine gute Leistung zu erbringen. Der Kanton Bern soll in den staatsnahen Betrieben die Löhne wieder auf den Boden bringen. Ich bin überzeugt, dass viele, qualifizierte Leute bereit sind, gute Arbeit und grossen Einsatz zum Lohn eines Regierungsrats zu leisten. *(Le président demande à l'oratrice de conclure.)* Ich danke für Ihre Unterstützung.

Le président. So gut wurde noch nie gehorcht. *(Hilarité)* Nun kommt für die SP-JUSO-PSA-Fraktion Frau Grossrätin Marti ans Rednerpult. *(Madame Marti demande quel est son temps de parole.)* Zwei Minuten Redezeit steht allen zu.

Ursula Marti, Berne (PS). Wir behandeln hier eine ethische Frage. Wie viel ist die Arbeit einer Person wert? Und welche Unterschiede in der Höhe der Löhne sind gerechtfertigt? Ist es okay, wenn von zwei Personen, die beide ein Hundert-Prozent-Pensum erfüllen, die eine zwanzigmal mehr verdient als die andere? Grundsätzlich darf es Lohnunterschiede geben. Ausbildung, Erfahrung, Belastung und Verantwortung, die jemand in seinem Job trägt, sollen honoriert werden. Schon lange nicht mehr okay sind jedoch die extremen Lohnunterschiede, die überhöhten Managerlöhne und auf der anderen Seite die vielen Tieflöhne, von denen man nicht leben kann. Wir

haben eine riesige Lohnschere, die sich immer mehr öffnet. Wir haben hier die Verantwortung, Stopp zu sagen zu dieser Spirale von immer höheren und höheren Managerlöhnen, zu diesem gegenseitigen Hinaufschaukeln von Löhnen. Auch müssen wir Stopp sagen zu Phantasielöhnen, die viel höher sind als das, was man eigentlich braucht, um eine gutes Leben für sich und seine Familie zu finanzieren. Eine Regierungsrätin verdient bis zu 275 000 Franken. Das sollte doch eigentlich auch für einen CEO reichen.

Die überhöhten Löhne werden damit begründet, dass man bei diesem Managerlohnwettbewerb einfach mitziehen müsse, sonst würde man keine gut qualifizierten Spitzenleute finden. Ich stelle das sehr in Frage, denn es gibt auch noch eine innere Motivation, nämlich einen spannenden, herausfordernden Job zu erfüllen und nicht einfach nur Geld zu verdienen. Selbst wenn es so wäre, bräuchte es dringend eine Instanz, welche diese Lohnspirale bremst. Wir möchten dies hier und jetzt tun. Deshalb stimmen wir dieser Motion zu.

Andrea de Meuron, Thoune (Les Verts). Da beschliesst die Generalversammlung der BKW mit dem Kanton Bern als Mehrheitsaktionär eine Lohnerhöhung der sechs Konzernchefs auf fast eine Million Franken pro Person, wie wir gehört haben. Als Begründung wird aufgeführt, dass man gute und fähige Leute nur mit einer Angleichung an den Markt finden könne. Wenn ich dann das Kandidatenkarussell für die Ersatzwahlen des Regierungsrats betrachte, dann scheint mir, dass sich auch für rund dreimal weniger Lohn eine recht grosse Nachfrage findet. Dabei hoffen wir schon, dass die Parteien ihre kompetenten und fähigsten Leute in das Rennen um diese Chefposition schicken. Wir Grünen sind überzeugt, dass man sehr wohl auch kompetente Leute findet, wenn man weniger als eine Million Franken für einen Cheflohn ausbezahlt.

Unsere Fraktion ist zudem der Meinung, dass der Kanton dort, wo er als Hauptaktionär in der Mitverantwortung steht, ein Zeichen zu setzen hat, denn er hat eine Vorbildfunktion. Zudem bezweifeln wir den echten Wettbewerb gerade bei staatsnahen Betrieben. So kann die Berner Bevölkerung nicht wählen, in welche S-Bahn sie am Morgen steigen will, denn das ist ein Service Public. Auch kann die Mehrheit des Volkes nicht entscheiden, woher sie den Strom beziehen will. Und wenn in diesen Betrieben etwas schief läuft, dann wird so oder so wieder der Steuerzahler zur Kasse gebeten.

Der Regierungsrat schreibt in seiner Antwort, dass ein politischer Eingriff in das Gehaltssystem dieser kantonalen Beteiligungsgesellschaften weder rechtlich zulässig, noch inhaltlich sinnvoll sei. Wir sind anderer Meinung: Wo ein Wille ist, ist auch ein Weg. Klar sollte der Lohn der Ausbildung und der Erfahrung entsprechen. Aber wo genau diese Grenze ist, sollte man diskutieren. Darum unterstützt die grüne Fraktion dieses Postulat grossmehrheitlich mit zwei Enthaltungen, damit der Regierungsrat diese Fragen stellt und die politische Haltung zum Ausdruck kommt.

Adrian Haas, Berne (PLR). Zuerst etwas zum Text: Die Rede ist von Cheföhnen. Unter Cheföhnen verstehen wir Geschäftsleitung, CEO und Kader, nicht aber den Verwaltungsrat. Grundsätzlich betrachten wir die Bezugsgrösse eines Regierungsratslohns des Kantons Bern eher als willkürlich. Es gab auch schon Vorstösse, bei denen man einen Bundesratslohn genommen hat. Ich muss Ihnen aber auch sagen, die Firmen, die Sie hier aufführen, sind nicht alleine im Kanton Bern tätig. Es handelt sich im Wesentlichen um gesamtschweizerische Unternehmen. Warum man dann ausgerechnet den Regierungsratslohn des Kantons Bern nimmt, bleibt mir schleierhaft.

Wir finden die Regierungsantwort zutreffend und lehnen deshalb diese Motion ab. Sie wissen, dass es bereits Regulative gibt, mit welchen die Generalversammlung in die Löhne eingreifen kann, nämlich das jährliche Abstimmen über den Gesamtbetrag der Entschädigungen, welche Geschäftsleitung und Verwaltungsrat erhalten. Natürlich sollen sich die Löhne in wirtschaftlich und politisch vertretbarem Rahmen bewegen. Aber wenn wir uns hier im Grossen Rat politisch entscheiden müssen, wo diese Grenze gezogen werden soll, wird es schwierig. Wir können aber sicher sagen, dass die Regierungslöhne für diese Unternehmen keine Bezugsgrösse sein können.

Anita Luginbühl-Bachmann, Krattigen (PBD). Nach deinem Referat, Simone, bin ich nicht mehr ganz sicher, was du eigentlich möchtest. Willst du die Regierungsratslöhne anheben oder wirklich die Cheföhnen absenken? Ich bin nicht mehr ganz sicher, ob wir die Frage richtig diskutiert haben. Doch ich gebe Ihnen jetzt trotzdem die Meinung der BDP bekannt. Eine Konzernleitung im europäischen Konkurrenzkampf – und das sind diese erwähnten staatsnahen Betriebe alle – mit dem Regierungsrat in Verbindung zu setzen, ist aus unserer Sicht etwas weit hergeholt. Wir nennen dies sogar Äpfel mit Birnen vergleichen.

Weshalb? Wir haben für beide Führungsgremien wirklich grossen Respekt. Unsere Regierungsmitglieder erfüllen einen wichtigen Job für die Bevölkerung unseres Kantons, und ihre Arbeit strahlt auch in andere Kantone aus. Bei Konkurrenz unter den Kantonsregierungen kann in gewissen Themen, wie beispielsweise bei der NFA, sicher ein Kampf stattfinden. Aber im Gegensatz zu den Leitungen der staatsnahen Betriebe sind die Regierungsmitglieder nicht dem wirtschaftlichen Markt ausgesetzt. Sie stehen nicht im harten Konkurrenzkampf mit anderen europäischen Unternehmen oder wie die BEKB je nach Geschäft mit internationalen. Was der Regierungsrat in seiner Antwort schreibt, kann die BDP voll und ganz unterstützen. Der Verwaltungsrat legt gemäss Obligationenrecht die Vergütungen des Verwaltungsrats und der vom Verwaltungsrat eingesetzten Geschäftsleitung fest. Die Minder-Initiative wurde durch das Volk angenommen, und die Umsetzung ist auch für Betriebe mit kantonaler Beteiligung verpflichtend. Die maximalen Summen sind klar zu deklarieren und die Generalversammlung hat das Anrecht auf transparente Offenlegung der Zahlen. Für alle bedeutenden kantonalen Beteiligungsgesellschaften hat der Regierungsrat Eigentümerstrategien erlassen. Wir wollen das beste Personal und wollen darum auch marktgerechte Löhne. Kurz und knapp: Die BDP lehnt den Vorstoss ab.

Le président. Für die glp-Fraktion Herr Grossrat Köpfl. – Ob er auch reimen kann?

Michael Köpfl, Berne (pvl). Das ist nicht meine Stärke. Ich kann mich weitestgehend meinen beiden Vorrednern anschliessen. Auch die glp-Fraktion lehnt diesen Vorstoss ab. Auch wir betrachten die Regierungsratslöhne als eine willkürliche Bezugsgrösse, auch wenn es zweifellos einzelne Löhne gibt, die man hinterfragen kann, wie die Motion aufzeigt. Doch alle Löhne so zu deckeln scheint uns nicht zielführend. Das Beispiel, das die Linke angesprochen hat, ist absolut richtig. Für den Regierungsrat findet man genügend Interessentinnen und Interessenten zum heutigen Lohn. Das bestreiten wir nicht. Vielleicht ist es aber in den Unternehmen, die in einem echten Marktwettbewerb stehen, auf dem Arbeitsmarkt etwas anders. Ich möchte da ein Beispiel aus der Stadt Bern machen. Grossrat Fuchs verdanken wir eine Lohndeckelung in der Stadt Bern, die für Gemeinderat und die ganzen Stadtverwaltung gilt. Beim Gemeinderat hat man deswegen überhaupt kein Problem, genügend Interessentinnen und Interessenten zu finden, doch bei Ingenieuren oder kompetenten Finanzfachleuten gibt es zunehmend Schwierigkeiten. Dort steht die Stadt eben in einer direkten Konkurrenz zur Privatwirtschaft, wo deutlich höhere Löhne erzielt werden können. Wenn man gewisse Kostenüberschreitungen bei Bauprojekten in Kanton oder auch Gemeinden betrachtet, wäre es vielleicht besser, man würde dort etwas höhere Löhne bezahlen und dafür langfristig viel Geld sparen. Wir möchten verhindern, dass man jetzt der BKW oder anderen staatsnahen Betrieben ähnliche Auflagen macht, wie beispielsweise der Stadt Bern, und sie darum nicht genügend und gut ausgebildetes Personal rekrutieren können.

Barbara Streit-Stettler, Berne (PEV). In unserer Fraktion sind die Meinungen zu diesem Vorstoss geteilt, und ich gehe als Mitmotionärin vor allem auf die befürwortenden Argumente ein. Einmal mehr sagt der Regierungsrat in seiner Antwort, es sei nicht möglich, fähige Leute zu finden, wenn man keine marktüblichen Löhne bezahlen könne. Da fragen wir uns, ob das wirklich stimmt oder ob dieses Argument immer wieder einfach so ins Feld geführt wird, ohne dass es jemals untersucht und verifiziert wurde. Dass dieser Vorstoss nicht aus dem Tierbuch kommt, zeigt ein Beispiel aus dem Kanton Aargau, wo der Grosse Rat im Juni dieses Jahrs durchgesetzt hat, dass die Geschäftsleitungsmitglieder der Aargauer Kantonalbank höchstens doppelt so viel wie die Aargauer Regierungsräte verdienen dürfen. Notabene hat dort auch die SVP zugestimmt. Immerhin zeigt der Regierungsrat in seiner Antwort zwischen den Zeilen, dass er die Lohnhöhen der Firmenleitung über die Eigentümerstrategie durchaus beeinflussen könne. Allerdings hat er dies bisher nur sehr beschränkt gemacht. Auf jeden Fall muss er näher definieren, was er unter Fehlentwicklungen bei den Salären versteht und wie er in den Unternehmen die Sensibilität zu dieser Frage fördern will, wie er am Schluss seiner Antwort schreibt. Damit der Regierungsrat diese Fragen noch beantworten kann, wird die eine Hälfte unserer Fraktion der Motion zustimmen, und ich bitte Sie, das ebenfalls zu tun.

Johann Ulrich Grädel, Huttwil/Schwarzenbach (UDF). Wir als Miteigentümer dieser betroffenen Gesellschaften sind verantwortlich für deren Mitarbeiter und Chefs. Darum sollten wir die Zeichen richtig setzen. Einen gewissen Lohn kann man verdienen. Wenn er aber zu hoch ist, kann man schon fast von Diebstahl sprechen. Hinzu kommt, dass Geld alleine nicht glücklich macht. Die ganz

Reichen, die Superreichen, sind zum Teil im Dauerstress, damit sie ihr Geld behalten können. Solchen Dauerstress wollen wir doch unseren Konzernchefs nicht zumuten. (*Heiterkeit*) Darum stimmen wir von der EDU ja, und wir hoffen, dass Sie dasselbe tun.

Thomas Fuchs, Berne (UDC). Kein Geld macht auch nicht glücklich. (*Heiterkeit*) Dieser Vorstoss hat durchaus Berechtigung. Grundsätzlich ist es nie gut, wenn sich der Staat einmischt. Und wenn die linken Parteien wegen Managerlöhnen, 1:12 und so weiter Zetermordio schreien, ist das meist nur politisches Geplänkel. Hier aber ist der Kanton Mehrheitseigentümer, und eine Mehrheit von uns ist der Meinung, dass man dort durchaus eine Lohndeckelung festlegen kann. Es macht keinen Sinn, dass ein Chef der BKW ein Mehrfaches des Lohns eines Regierungsrats verdient. Und hören Sie auf, immer zu sagen, man fände keine Leute. Leute, die in solche Ämter einsteigen, machen einen massiven Lohnsprung, und es ist nicht etwa so, dass sie ein wenig verzichten müssten. Wir können einmal eine Liste von allen machen. Es ist logisch, dass ich meine Arbeit auch für eine Million Franken mache, wenn ich eine Million Franken erhalte. Aber ich bin überzeugt, die meisten Leute würden sie auch für deutlich weniger machen, insbesondere im heutigen Umfeld. Es ist nicht mehr so, dass man auf alle wartet. Herr Köpfli sagte, es gäbe dann vielleicht etwas weniger Kreditüberschreitungen. Doch es ist eben nicht so, dass höhere Löhne generell bessere Leistungen nach sich ziehen. Das hängt ganz vom Engagement der Leute ab. Daher ist eine Mehrheit der SVP-Fraktion dafür, dass man diesen Vorstoss so überweist und damit ein Zeichen setzt. Bei einer Volksabstimmung würde es ohnehin so herauskommen, wie die SVP-Mehrheit sagt. Das ist ja nicht das erste Mal.

Le président. Die Motionärin hat mir mitgeteilt, dass sie die Motion in ein Postulat wandelt. Darum hat sie noch kurz Gelegenheit, das zu begründen.

Simone Machado Rebmann, Berne (LAVerte). Zu Anita Luginbühl möchte ich sagen, dass es mir wirklich darum geht, die Cheflöhne zu begrenzen. Die Regierungsratsgehälter zu diskutieren, ist hier nicht das Thema. Das könnte man in einem anderen Rahmen machen. (*Le président interrompt l'oratrice.*)

Präsident. Es geht nun nur darum, kurz die Wandlung in ein Postulat zu begründen und nicht noch einmal zum Ganzen zu sprechen. Es ist eine reduzierte Debatte.

Simone Machado Rebmann, Berne (LAVerte). Die Regierungsratsgehälter sind die Referenzgrössen. Ich wandle in ein Postulat, weil die Gehälter in den staatsnahen Betrieben weiter diskutiert werden sollen, und ich freue mich auf Ihre Zustimmung.

Le président. Damit gebe ich Frau Finanzdirektorin Simon das Wort.

Beatrice Simon, directrice des finances. Nun muss ich etwas schulmeisterlich auftreten, entschuldigen Sie bitte. Hier steht ein Postulat zur Diskussion, und ich frage mich, was wir überprüfen müssen. Die Vergütungen des Verwaltungsrats und der Geschäftsleitung werden gemäss Obligationenrecht vom Verwaltungsrat festgelegt. Darum beschränkt sich das Mitwirkungsrecht des Kantons Bern eben auf das Aktionärsrecht, wozu speziell das Stimmrecht an der Generalversammlung gehört. Wir können also den Aktiengesellschaften keine direkten Vorschriften betreffend dem Vergütungssystem ihrer Organisation machen. Natürlich haben wir indirekten Einfluss, wie beispielsweise mit der Wahl der Verwaltungsratsmitglieder und mit der Festlegung der Gesamtsumme der Vergütungen an Geschäftsleitungsmitglieder. Das ist übrigens eine Folge der Minder-Initiative. Oft wird nun auch eine Formulierung von Zielsetzungen zur Vergütungspolitik in der Eigentümerstrategie angewendet.

Wir sind also relativ stark eingeschränkt, und meines Erachtens ist dies ordnungspolitisch auch richtig. Nun kann man natürlich schon darüber nachdenken und diskutieren, ob das in Ordnung ist. Doch meines Erachtens werden wir nicht zu einem völlig anderen Ergebnis kommen. Gerade in der BEKB-Eigentümerstrategie hält der Regierungsrat fest, dass die Vergütungen nach marktüblichen Grundsätzen ausgerichtet und Lohnexzesse vermieden werden sollen.

Liebe Grossrätinnen und Grossräte, «marktüblich» ist wichtig, denn wir brauchen die Leute, die für das Unternehmen das Beste erreichen können. Wenn wir nun plötzlich eine Lohndeckelung schaffen, dann erhalten wir die Besten nicht mehr. Der Regierungsrat ist ganz klar der Meinung,

dass man die Grundmaxime der Eigentümerstrategie der BEKB auf die anderen Aktiengesellschaften, bei denen wir Mitinhaber sind, projizieren kann. Zudem soll man einfach mit Augenmass handeln. Eine solche Deckelung würde dem Regierungsrat nur zusätzliche Schwierigkeiten bereiten. Nun wurde die Motion in ein Postulat gewandelt. Das kann der Grosse Rat überweisen, doch der Effekt einer weiteren Diskussion ist leider nicht gross. Das muss ich Ihnen hier einfach sagen.

Le président. Wir stimmen nun über ein Postulat Machado Rebmann ab. Wer das Postulat annehmen will, stimmt ja, wer es ablehnt, stimmt nein.

Vote

Décision du Grand Conseil :

Rejet du postulat

Oui 69

Non 73

Abstentions 4

Le président. Sie haben das Postulat abgelehnt.